

All refugees welcome



Depuis quelques semaines, l'arrivée massive de réfugiés en Belgique a été marquée par un grand élan de solidarité de la part de la population. Dans le Parc Maximilien, s'organise ce que certains ont appelé une « ville dans la ville ». Nous voulons saluer le travail de ces dizaines de personnes, bénévoles, volontaires, qui participent à cette initiative. Cette solidarité est exemplaire et sans eux, la situation des réfugiés en Belgique serait catastrophique.

Cependant, ce « drame » des réfugiés est loin d'être résolu et tendrait même à s'aggraver. Les positions des dirigeants européens, comme celles du gouvernement belge, n'avancent pas de solutions importantes, et nous devons au contraire entendre au quotidien des propos racistes et xénophobes de la part des responsables politiques.

Un problème structurel du capitalisme

Le nombre de déplacés ne cesse d'augmenter ; la plus importante vague de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Et pour cause, l'instabilité politique et sociale dans le monde, les guerres que les puissances européennes et les Etats-Unis ont déclenchées dans différentes régions du monde sont à l'origine de cette crise. La situation en Irak, en Syrie, en Lybie et dans d'autres pays de l'Afrique, est le résultat d'une politique d'interventions militaires colonialistes. L'important nombre de réfugiés qui arrivent en Europe fuient ces « conflits militaires »

qui ont été initiés par les puissances mondiales.

Mettre fin à ces migrations signifierait de mettre fin aux politiques coloniales et soutenir réellement les forces progressistes et révolutionnaires qui se battent contre les occupations, les dictatures et l'Etat Islamique.

Cependant, la seule alternative avancée par l'UE, c'est plus de répression : L'Europe annonce un « combat naval » contre les passeurs ; les vingt-huit pays participent avec des frégates de guerre et des troupes d'élite « formées pour l'abordage »¹. Ils décident maintenant de bombarder la Syrie, alors que cette alternative s'est montrée inefficace contre l'EI, et refusent de soutenir les forces de la résistance qui les combattent. Plusieurs pays de l'UE referment leurs frontières et des murs de barbelés se dressent entre l'Europe et les autres peuples.

Maintenant que les réfugiés sont aux portes de la forteresse Europe, on laisse passer un certain nombre d'entre eux, sans prendre en compte les besoins réels d'accueil de ces réfugiés. Dans tous les pays européens, on déclare avoir dépassé la capacité d'accueil. Cependant, ces gouvernements ne dégagent pas des budgets supplémentaires pour les infrastructures, le personnel pour recevoir les demandes et autres.

En Belgique par exemple, à Fedasil, l'organisme fédéral conçu pour traiter les demandes d'asile, les travailleurs sont depuis plusieurs mois en conflit avec le gouvernement. Plusieurs centres d'accueil ont été fermés en

Wallonie au cours de la dernière année, et ceux-ci sont maintenant ouverts, ce qui montre qu'il n'existe pas une politique à long terme pour la gestion de l'institution et la qualité des services ; la privatisation de services comme la cantine et la sécurité ne font qu'affaiblir ces institutions.

La « générosité » des gouvernements, tels que le gouvernement allemand, pose beaucoup de questions, quand ils affirment clairement qu'ils veulent intégrer les réfugiés par le travail. Nous sommes d'accord de proposer un emploi à ces travailleurs et travailleuses, mais pas à n'importe quel salaire et conditions de travail. Il est inquiétant d'entendre et de lire dans les médias comment ces réfugiés pourront occuper les jobs à 1 euro en Allemagne et rendre ce pays encore plus compétitif, ou encore les déclarations de Fernand Huts, un des patrons du port d'Anvers, qui se propose à lui seul, d'engager 500 réfugiés si le gouvernement fédéral changeait la protection sociale des travailleurs portuaires.

En effet, leur objectif, loin d'« aider » les réfugiés, est de profiter de leur situation pour faire pression sur les autres travailleurs. Des organisations patronales (FEB, Unizo,...) ont manifesté « leur intérêt » pour le profil des réfugiés, pouvant remplir des emplois techniques ou occuper des emplois où la main d'œuvre est en pénurie. L'Unizo a même ouvert un guichet dans le Parc Maximilien pour que les réfugiés puissent aller s'inscrire.¹ Leurs politiques des quotas a comme objectif de sélectionner parmi les réfugiés la main-d'œuvre qualifiée et d'expulser les autres, que ne sont pas nécessaires au patronat...

La solidarité de classe

Nous exigeons des conditions de travail égales et sous la protection de la législation belge. Pas de précarisation ! Accès aux mêmes droits et à la même protection sociale que tous les travailleurs en Belgique.

Nos organisations syndicales doivent se solidariser avec les réfugiés et prendre une position claire : régulariser tous les demandeurs d'asile, exiger des conditions de travail égales. Lutter contre l'austérité, c'est aussi lutter contre la surexploitation que prétendent imposer les patrons. Exiger la reconnaissance de leurs diplômes et formations et avoir un salaire en conséquence, des formations pour ceux qui n'en ont pas, pour éviter qu'ils ne soient victimes de chantages sur les salaires.

La situation au Parc Maximilien devient critique, l'arrivée du froid et la nécessité de trouver de meilleures conditions pour les réfugiés exigent une autre alternative. La plate-forme citoyenne, le gouvernement fédéral, la ville de Bruxelles, la Croix-Rouge et d'autres organismes se sont réunis pour discuter de propositions pour le logement. Cependant, les réfugiés eux-mêmes n'étaient pas représentés pour exprimer leurs besoins et pour avancer leurs revendications.

Leur propre organisation, leur représentation sont importantes ; il faut construire un outil qui pourra créer l'unité des réfugiés pour faire face aux différentes difficultés qu'ils devront traverser : leur régularisation, leur formation et l'accès au travail, l'accès à l'enseignement et à la santé. Et dans l'immédiat, ils doivent s'organiser pour trouver un logement convenable, pour l'ouverture rapide de leur dossier de régularisation.

Il est nécessaire d'organiser des assemblées dans lesquelles ils puissent eux-mêmes avancer dans leurs solutions, ils puissent choisir des représentants qui participent aux discussions et informent alors les autres. Nous ne mettons pas en cause le rôle de la plate-forme citoyenne : nous pensons qu'il est important qu'aux côtés des mouvements de solidarité, les réfugiés eux-mêmes puissent exprimer leurs revendications et garantir la continuité du mouvement.

Le mouvement doit faire face aussi à toute cette politique de criminalisation de la part du gouvernement et des politiciens ; tous ces discours qui tentent de diviser, en traitant les réfugiés de profiteurs, en les accusant de vider les caisses de la sécurité sociale, qui affirment qu'au parc Maximilien « la moitié sont des SDF, des sans-papiers et des militants d'extrême gauche ».² Pour cela, il est plus que nécessaire que les réfugiés s'organisent, qu'ils prennent la parole pour leurs propres revendications, qu'ils aillent à la rencontre des autres travailleurs en Belgique, participent aux luttes et manifestations, combattent les fausses idées que le patronat diffuse.

Pour cela nous devons participer ensemble, travailleurs d'ici ou d'ailleurs, à la manifestation du 7 octobre, pour lutter pour de meilleures conditions de vie pour tous, contre l'austérité et en solidarité avec nos frères et sœurs de classe réfugiés.

¹Le Soir 15/09/15 ² Le Soir 21/09/15

Solidarité avec les réfugiés ! Non à leur criminalisation !

Mêmes droits pour tous ! D'ici ou d'ailleurs, nous sommes tous des travailleurs !

Régularisation pour tous ! Frontières ouvertes !



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl